ATTESTATION DE DÉPLACEMENT DÉROGATOIRE

En application de l'article 3 du décret du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

Je so	ussigné(e)
Mme	M.:
Né(e)	le :
À:	
Deme	eurant :
décre	e que mon déplacement est lié au motif suivant (cocher la case) autorisé par l'article 3 du t du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à émie de Covid19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire 1 :
	Déplacements entre le domicile et le lieu d'exercice de l'activité professionnelle, lorsqu'ils sont indispensables à l'exercice d'activités ne pouvant être organisées sous forme de télétravail ou déplacements professionnels ne pouvant être différés 2 .
	Déplacements pour effectuer des achats de fournitures nécessaires à l'activité professionnelle et des achats de première nécessité ³ dans des établissements dont les activités demeurent autorisées (liste sur <u>gouvernement.fr</u>).
	Consultations et soins ne pouvant être assurés à distance et ne pouvant être différés ; consultations et soins des patients atteints d'une affection de longue durée.
	Déplacements pour motif familial impérieux, pour l'assistance aux personnes vulnérables ou la garde d'enfants.
	Déplacements brefs, dans la limite d'une heure quotidienne et dans un rayon maximal d'un kilomètre autour du domicile, liés soit à l'activité physique individuelle des personnes, à l'exclusion de toute pratique sportive collective et de toute proximité avec d'autres personnes, soit à la promenade avec les seules personnes regroupées dans un même domicile, soit aux besoins des animaux de compagnie.
	Convocation judiciaire ou administrative.
	Participation à des missions d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative.
Fait à	, le// 2020 à:
	(Date et heure de début de sortie à mentionner obligatoirement)
Siana	-
Signa	ture:

ATTESTATION DE DÉPLACEMENT DÉROGATOIRE

En application de l'article 3 du décret du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

Mme/I	ussigné(e) M. :
Né(e)	
À : ´	
Deme	urant :
décret	e que mon déplacement est lié au motif suivant (cocher la case) autorisé par l'article 3 du c du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à remie de Covid19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire 1 :
	Déplacements entre le domicile et le lieu d'exercice de l'activité professionnelle, lorsqu'i sont indispensables à l'exercice d'activités ne pouvant être organisées sous forme de télétravail ou déplacements professionnels ne pouvant être différés 2 .
	Déplacements pour effectuer des achats de fournitures nécessaires à l'activité professionnelle et des achats de première nécessité ³ dans des établissements dont le activités demeurent autorisées (liste sur <u>gouvernement.fr</u>).
	Consultations et soins ne pouvant être assurés à distance et ne pouvant être différés ; consultations et soins des patients atteints d'une affection de longue durée.
	Déplacements pour motif familial impérieux, pour l'assistance aux personnes vulnérable ou la garde d'enfants.
	Déplacements brefs, dans la limite d'une heure quotidienne et dans un rayon maximal d'un kilomètre autour du domicile, liés soit à l'activité physique individuelle des personnes, à l'exclusion de toute pratique sportive collective et de toute proximité avec d'autres personnes, soit à la promenade avec les seules personnes regroupées dans u même domicile, soit aux besoins des animaux de compagnie.
	Convocation judiciaire ou administrative.
	Participation à des missions d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative.
Fait à	, le / / 2020 à :
	(Date et heure de début de sortie à mentionner obligatoireme

sociales et au retrait d'espèces.

¹ Les personnes souhaitant bénéficier de l'une de ces exceptions doivent se munir s'il y a lieu, lors de leurs déplacements hors de leur domicile, d'un document leur permettant de justifier que le déplacement considéré entre dans le champ de l'une de ces exceptions.
2 A utiliser par les travailleurs non-salariés, lorsqu'ils ne peuvent disposer d'un justificatif de déplacement établi par leur employeur.

A utiliser par les travallieurs non-salaries, lorsqu'ils ne peuvent disposer d'un justificatif de deplacement établi par leur employeur.
3 Y compris les acquisitions à titre gratuit (distribution de denrées alimentaires...) et les déplacements liés à la perception de prestations sociales et au retrait d'espèces.

Les personnes souhaitant bénéficier de l'une de ces exceptions doivent se munir s'il y a lieu, lors de leurs déplacements hors de leur domicile, d'un document leur permettant de justifier que le déplacement considéré entre dans le champ de l'une de ces exceptions.
 A utiliser par les travailleurs non-salariés, lorsqu'ils ne peuvent disposer d'un justificatif de déplacement établi par leur employeur.

A utiliser par les travallieurs non-salaries, lorsqu ils ne peuvent disposer à un justificatif de deplacement établi par leur employeur.
 Y compris les acquisitions à titre gratuit (distribution de denrées alimentaires...) et les déplacements liés à la perception de prestations